

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 11 • 17 MARS 2017 • CHF 3.-

Pétition lancée pour garantir le droit de recours des assurés face aux assureurs page 2



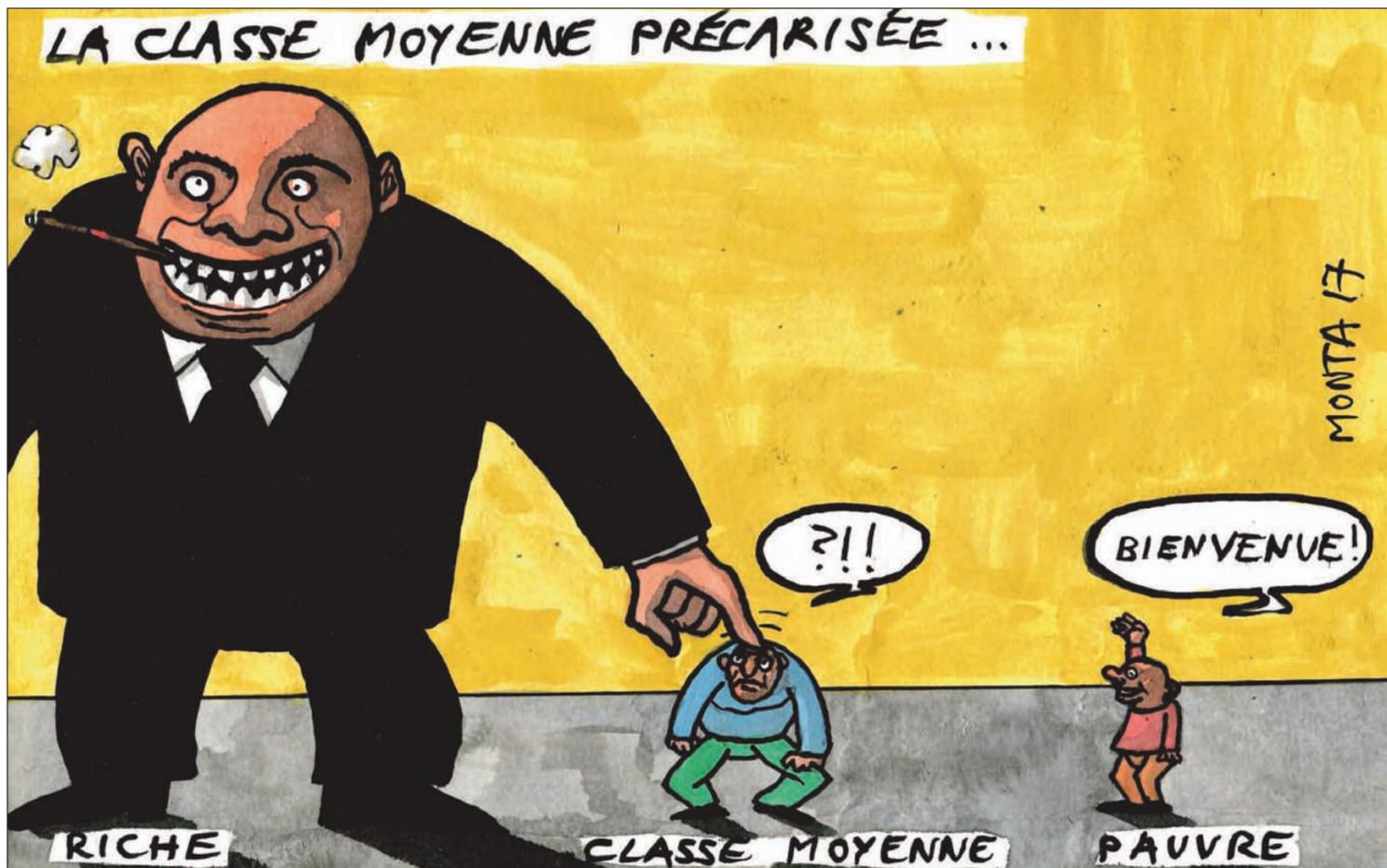
Dans le sillon de James Baldwin, le cinéaste Raoul Peck revient sur les droits civiques aux USA page 8



Les élections cantonales vaudoises vues de l'Ouest lausannois page 3

A la merci d'un accident de parcours

PRÉCARITÉ • Cette semaine, les Centres sociaux protestants (CSP) ont lancé leur campagne annuelle en alertant sur le risque de pauvreté de la classe moyenne inférieure.



Un «imprévu», c'est ce qui a mené Didier (prénom d'emprunt) dans la spirale de l'endettement. Âgé de 26 ans, le jeune père de famille cumulait deux emplois dans la sécurité et la livraison et sa femme faisait des heures de ménage le soir, ce qui fournissait à la famille un revenu net de 5400 francs par mois. «Ce n'était pas parfait, mais on s'en sortait», témoigne Didier. C'est suite à la naissance de sa seconde fille que les choses se compliquent. Celle-ci souffre d'une maladie qui nécessite une hospitalisation durant trois mois. Trop souvent à son chevet au goût de l'un de ses deux employeurs, celui-ci licencie Didier. Sa femme, qui envisageait d'augmenter son temps de travail, doit y renoncer pour être présente auprès de sa fille. S'ajoutent à cela environ 200 à 300 francs de factures médicales par semaine, dont certaines ne sont pas prises en charge par l'assurance-maladie. La famille plonge.

Une facture imprévue de 2500 francs
Cette semaine, les CSP des cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel, et Berne-Jura ont lancé leur campagne annuelle de sensibilisation et de recherche de fonds sur le thème de la menace de pauvreté qui pèse sur la classe

moyenne. «Elle a longtemps été considérée comme uniforme mais ce n'est aujourd'hui plus le cas. On distingue une classe moyenne supérieure, dont la situation est bonne, et une classe moyenne inférieure, qui risque à tout moment de basculer dans la pauvreté», a souligné Bastienne Joerchel, directrice du CSP Vaud.

Les revenus de cette seconde partie de la classe moyenne ne sont pas parmi les plus bas. Ils se situent à partir de 4000 francs bruts pour une personne seule et de 8300 francs pour une famille avec deux enfants, soit trop élevés pour avoir accès aux aides sociales ou, selon les cantons, aux subsides d'assurance maladie. Pourtant, selon une étude de l'OFS, un quart de cette «classe moyenne inférieure» ne parviendrait pas à faire face à une facture imprévue de 2500 francs et près de 15% n'arrive pas à «joindre les deux bouts» à la fin du mois. «Ce sont des gens qui travaillent et qui ont un niveau de formation bas», précise Bastienne Joerchel.

Le plus souvent, c'est un événement imprévu qui précipite les choses: maladie d'un enfant, comme dans le cas de Didier, mais aussi divorce, perte d'un emploi, ou encore augmentation soudaine des primes maladie lors du passage des enfants à

l'âge adulte. «On voit de plus en plus de gens qui perdent pied alors qu'ils n'imaginaient pas du tout que cela pourrait arriver», résume Pierre Ammann, directeur du CSP Berne-Jura. C'est le cas de Didier, qui ne pensait pas devoir un jour demander une aide. «Je pensais plutôt que cela serait moi qui aiderais». Comme beaucoup, il a avant tout sollicité le soutien de son entourage, avant de se tourner vers le CSP. Grâce à une priorisation de ses factures et une aide financière ponctuelle, il a pu stabiliser sa situation. L'aide a été demandée suffisamment tôt, «mais souvent, nos services sont sollicités tardivement», constate Alain Bolle, directeur du CSP Genève. Dans le cas de Didier, cela aurait pu avoir des conséquences, plus graves, puisque «pour travailler dans la sécurité, on ne peut pas avoir de poursuites», souligne-t-il. Il aurait ainsi pu perdre son second emploi.

50% de la population menacée

A travers sa campagne, le CSP veut «sensibiliser les autorités cantonales et communales à une tranche de population potentiellement fragilisée» et à la nécessité d'éviter une polarisation plus marquée entre les classes moyennes supérieure et infé-

rieure». Cette dernière représente 28% de la population, contre 22,4% pour les revenus encore inférieurs. Près de 50% de la population au total est donc pauvre ou en risque de le devenir. «Si trop de personnes sont menacées de précarité et de pauvreté, et craignent par rapport à leur avenir, c'est un problème pour la société dans son ensemble. Cela pose la question de la cohésion sociale», ont souligné Pierre Ammann et Alain Bolle.

Pour remédier à cette situation, les CSP travaillent dans la prévention de l'endettement et demandent que celle-ci soit renforcée. D'autres revendications ont également été rappelées, comme la nécessité de mieux réglementer l'accès au petit crédit, de limiter la hausse des primes d'assurance maladie pour les enfants, de renoncer à toute hausse des primes tant que les jeunes adultes sont en formation, de modifier la LAMal pour que les jeunes ayant atteint la majorité ne puissent pas être poursuivis par leur caisse maladie pour des montants dus alors qu'ils étaient mineurs, ou encore que les impôts courants soient intégrés dans le calcul du minimum vital dans le cas de situations d'endettement. ■

Juliette Müller



IL FAUT LE DIRE...

La fin de l'exception vaudoise?

Récemment, j'ai rencontré un jeune kosovar qui habite dans ma région. Il est venu une première fois en Suisse en 1999, âgé d'à peine 20 ans. Après la guerre, il a dû retourner dans son pays, n'ayant pas obtenu le statut de réfugié. Là-bas, il n'a pas trouvé de travail (le chômage dépasse le 50%), et il s'est senti menacé par des factions rivales de l'ancienne UCK, voyant deux de ses parents proches être abattus froidement en pleine journée et en toute impunité. Il a fui le pays, d'abord en Italie, mais est revenu en 2006 dans le Chablais, car c'est là que résident la plupart des membres de sa famille élargie.

Il y travaille, au gris, paie son AVS et ses impôts, a un appartement et même une voiture à son nom. Sa femme le rejoint en 2007 et ils ont 2 enfants dont l'un né récemment. C'est dire qu'il remplit toutes les conditions pour que, s'il vivait dans le canton de Genève, il puisse bénéficier de l'initiative dite «Papyrus» de régularisation. Mais il habite le canton de Vaud, et il est «définitivement» débouté. Une pétition déposée au Grand Conseil a même été refusée par la majorité de droite, qui bombe le torse avant les élections cantonales d'avril.

Cette histoire, qui n'a pas encore connu son épilogue, est révélatrice de la passivité du gouvernement à majorité dite de gauche durant la législature qui s'achève en ce qui concerne l'accueil des demandeurs d'asile et la régularisation des sans-papiers. Il a laissé le conseiller d'Etat PLR Philippe Leuba gérer seul ce dossier, lui donnant de plus l'opportunité de présenter une modification de la loi d'application cantonale de l'asile et donnant ainsi à la droite majoritaire l'occasion de la durcir tout récemment. Il a également laissé le conseiller d'Etat Pascal Broulis, également PLR, être un des protagonistes de la RIE III cantonale et même fédérale. C'est dire que ce gouvernement, au lieu de défendre une ligne clairement ancrée à gauche et verte comme sa majorité pouvait nous le faire espérer, a pris des décisions qui tiennent plus de l'opportunisme politique.

C'est ce qu'il faudra avoir en tête lorsque l'on votera le mois prochain. Si la gauche n'est pas renforcée, en particulier au parlement, une opération papyrus vaudoise sera difficile... et ce sera la fin de l'exception vaudoise en matière d'asile.

Bernard Borel

La Fourmi rouge veut continuer d'avancer

VAUD • Dans l'arrondissement de l'Ouest lausannois, la gauche de la gauche se présente en force, sous la bannière Ensemble à Gauche-La Fourmi rouge, avec l'actuel député Vincent Keller qui présente les enjeux des élections cantonales.

« Notre liste comprend presque autant d'hommes que de femmes, de tout âge et profession. Elle compte plusieurs candidats qui ont déjà été conseillers communaux comme Daniel Rod à Chavannes, Chantal Keller Borel à St-Sulpice ou Isabelle Aparicio, ancienne présidente du conseil communal de Prilly », se félicite Nicole Haas-Torriani, présidente de La Fourmi rouge de Renens. Les deux élus à la municipalité de Renens, qui sont Didier Divorve, ancien député et Karine Clerc, qui auraient pu tirer la liste, ne se présentent pas. « Nous sommes contre le double mandat », explique cette infatigable militante. Député sortant, Vincent Keller se réjouit aussi d'une liste, qui représente des candidats issus de toutes les communes de l'Ouest lausannois et qui sont proches du terrain dans un arrondissement qui reste ouvrier, où la population est aux prises avec des difficultés économiques. Pour lui, la présence d'élus de la gauche de la gauche au Grand Conseil est indispensable pour représenter ces citoyens qui rament. « Nous servons d'aiguillon politique. C'est fondamental pour le débat démocratique », assure-t-il. Une présence d'autant plus importante que la politique vaudoise est cadencée par un « compromis », qui ressemble de plus en plus à une « compromission » pour lui, entre le Parti Libéral-Radical et le Parti socialiste. « Les débats du Parlement sont cadencés par le tandem Broulis-Maillard », relève l'élue. Pour preuve de ses assertions, il rappelle que la formation Ensemble à Gauche a été la seule à s'opposer à la Réforme de l'imposition des entreprises III au niveau cantonal. Nous étions pour le volet social de cette réforme (hausse des allocations familiales et des subsides-maladie, création



Les 14 candidats de la gauche de la gauche au Grand Conseil entourent Vincent Keller, député sortant, sur le site en rénovation de la Gare de Renens.

François Graf

d'un fonds pour la santé des travailleurs et renforcement de l'accueil de jour) que tout le monde présentait comme urgent, mais la baisse massive des impôts sur le bénéfice pour les entreprises était inacceptable, car préjudiciable pour les finances publiques », souligne ce spécialiste en informatique et membre depuis de nombreuses années de la commissions des Finances de Renens, dont il a été le président. Il estime qu'aujourd'hui la réforme acceptée par les électeurs doit être rediscutée, du fait que la réforme fédérale, qui promettait une compensation de 120 millions au canton, a été rejetée dans les

urnes. Il relève aussi que si la dette cantonale du canton a été réduite, celle des communes, particulièrement les communes centre, a explosé. « C'est l'envers du miracle vaudois dont personne ne parle », critique-t-il. Et de citer un autre exemple de la combativité du groupe: « Nous avons soutenu jusqu'au bout l'initiative de l'Asloca, qui permettait de faciliter la création de logements bon marché et octroyait un droit de préemption pour le canton et les communes, au final, le Parlement a préféré un projet ultra-light. Pourtant la présidente de l'Asloca siège aussi au Grand Conseil! Elle qui a préféré sau-

ver la place de Béatrice Métraux que de soutenir l'association », rappelle l'élue. « Nous défendons ceux qui sont les oubliés du compromis. Notre programme est clair et comprend des points non-négociables comme, la lutte contre la précarité, une écologie sociale et politique plutôt qu'économique, une culture non-marchande ou encore l'égalité salariale homme-femmes », assène Vincent Keller. Il trouve particulièrement choquant que le Conseil d'Etat de gauche à majorité féminine ait proposé un contre-projet peu contraignant pour renforcer l'obligation de cette égalité

pour les entreprises qui soumissionnent pour les marchés publics. « Le contre-projet du gouvernement est une rigolade », tranche le Renonais.

Défendre les services publics

Si l'élue entend défendre à l'occasion les intérêts de l'Ouest lausannois, notamment en matière de transports publics, il estime qu'il doit avant tout représenter globalement les intérêts de la population la plus fragilisée du canton. Parmi les revendications qu'il met en avant figure la défense des services publics. « Il est inadmissible que la Poste démantèle son réseau. Dans l'Ouest lausannois, il ne pourrait rester qu'un office pour 70'000 habitants. Nous nous opposerons à cette liquidation », assure Vincent Keller. Alors que de nouvelles propositions portées par le Vaudois Pierre-Yves Maillard et le Genevois Mauro Poggia concernant l'assurance-maladie émergent, il revendique la nécessité d'une assurance basée sur des cotisations proportionnelles au revenu. « Comme on le fait pour les impôts ou l'AVS, une véritable Sécurité Sociale », rappelle-t-il.

Quels sont les objectifs de la liste Ensemble à Gauche-La Fourmi rouge en termes électoraux? « Nous voulons au minimum maintenir un siège pour l'Ouest lausannois. Peu importe que ce soit moi ou un autre, car nous avons des candidats de valeur », signale Vincent Keller, qui revendique la nécessité d'avoir 5 élus au Grand Conseil. « Sans cela, nous ne pouvons pas former un groupe et nous ne pouvons pas avoir accès aux commissions, ce qui veut dire que nous ne pouvons tout simplement pas travailler. Ce parlement étant très peu démocratique avec les droits des petits partis. » ■

Joël Depommier

Le POP abat ses cartes à Neuchâtel

NEUCHÂTEL • Le POP expose son arsenal destiné à conquérir les électeurs.

Après avoir évoqué, dans notre édition du 10 mars, les principales décisions antisociales du gouvernement durant la législature qui s'achève, il s'agit aujourd'hui de présenter des propositions alternatives, pour « faire de la politique autrement », selon le slogan du POP.

S'ils pourront parfois être considérés comme utopiques, les objectifs du POP vont plus loin que la simple correction de certaines décisions. Il s'agit tout d'abord de s'opposer au centralisme forcené conduit par l'Etat et la large majorité qui le soutient. Et de remplacer la logique de concurrence par une logique de solidarité entre les régions du canton et tous ses habitants. Le POP veut développer une pratique politique de proximité selon l'idée du citoyen-partenaire. L'unité du canton ne se décrète pas, elle se construit dans le respect des différences et avec tous les milieux concernés.

Fiscalité, santé, emploi

En matière de fiscalité, il s'agit de mettre en place une justice fiscale transparente, de développer les moyens pour combattre les abus qui proviennent le plus souvent des milieux les plus aisés et de promouvoir une meilleure répartition des richesses dans le canton. L'ambition: réduire les différences entre les plus riches et les plus

pauvres, car chaque être humain mérite d'avoir sa place au sein de la société.

En matière de santé, les populistes sont satisfaits de la votation sur l'hôpital neuchâtelois (HNE) et veilleront à l'application de la décision populaire. Le POP s'oppose à la conception marchande de la santé publique et défend une médecine de proximité. Pour le parti, les patients doivent être au cœur de tout projet. Le personnel doit également être entendu et compris dans tout débat concernant la réorganisation de la politique hospitalière cantonale, ceci afin d'établir un lien entre les objectifs théoriques et leur mise en pratique.

Pour le POP, la garantie d'un emploi pour tous ne sera possible qu'avec la réduction du temps de travail. Le développement des technologies vise à réduire le nombre de salariés pour assurer les profits dont se nourrissent les dirigeants de la planète. Cela ne constitue pas une garantie de vie pour les êtres humains et il convient d'agir au plus vite et dans toutes les situations pour changer de paradigme.

L'évolution du climat démontre de manière de plus en plus concrète que l'être humain ne pourra continuer son développement sur la planète que s'il parvient à prendre en compte les besoins fondamentaux de la nature. Le

développement durable passe par une transformation constante et progressive de nos modes de consommation et de production eux-mêmes définis par le changement progressif de notre conception du bien-être. Pour le POP, il s'agit de passer du PIB (Produit intérieur brut) au BIB (Bonheur intérieur brut). Pour de nombreux militants, l'écologie devient l'élément fondamental de nos propositions politiques.

En lien avec cela, la politique agricole doit également être revue et ne peut plus se développer selon les règles libérales de l'économie de marché. Elle doit redevenir ce qui donne à manger aux gens et les liens entre les consommateurs citadins et les paysans doivent pouvoir se développer par le biais de marchés locaux soutenus par les autorités.

Toucher un public désabusé

Enfin, les liens entre autorités cantonales et communales doivent être améliorés et intensifiés. Il n'est pas acceptable que le canton reporte sur les communes et parfois de manière déséquilibrée une partie de ses soucis financiers.

Fort de ces quelques propositions touchant à notre manière de vivre, le POP pourrait toucher un public désabusé par la politique traditionnelle et réaliser un résultat surprenant. ■

Alain Bringolf

La Poste de demain, c'est pas rose



Mercredi matin, à l'office de poste du Petit-Lancy 1 à Genève, les usagères et usagers de La Poste «testaient» l'office de poste du futur. Syndicom avait prié les habitants du quartier de venir en nombre dans l'office de poste pour y faire ce qu'ils y font d'habitude: poster des lettres, retirer de l'argent, faire leurs paiements, etc. Ceci afin de reproduire ce que seront les offices! demain: au vu de l'annonce de fermetures massives d'ici à 2020, les rares postes survivantes seront bondées. Les usagères et usagers de La Poste ont ainsi pu vivre quelques minutes ce qui pourrait être leur quotidien d'ici un à trois ans: des files qui s'allongent et une très longue attente derrière le guichet avant de pouvoir être servi. A Genève, 39 offices sont menacés selon Syndicom qui invite la population et les autorités à réagir pour garder un réseau d'offices de poste et un service public de proximité, performants et accueillants.

José Gonzales / syndicom

GAUCHEBDO

Société d'édition de Gauchebdo
case postale 190, 1211 Genève 8
Christophe Grand, président cgd@gauchebdo.ch

Rédaction
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
redaction@gauchebdo.ch | 022 320 63 35

Administration
Jean-Pierre Kohler administration@gauchebdo.ch

IMPRESSUM

Abonnements
abo@gauchebdo.ch, www.gauchebdo.ch/abo

Publicité
tarifs et informations sur www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Maquette
Solidaridad Graphisme, 1204 Genève

Impression
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

La caisse publique fait son grand retour

GENÈVE • Le Parti du Travail lance une initiative cantonale pour mettre en place dans le canton une caisse d'assurance maladie et accident publique à but social, avec comme objectif de faire baisser les primes et de rendre plus transparent le système de santé.

« Depuis l'introduction de la LAMal, les primes augmentant chaque année. Aujourd'hui, à Genève la prime moyenne cantonale pour un adulte est de 553 francs. Pour une famille, ces dépenses peuvent représenter 20% de leur budget. De tels montants sont exorbitants, totalement intolérables pour les classes populaires », a expliqué cette semaine Alexandre Eniline, président du PdT à l'occasion du lancement de campagne de récolte de signatures pour instaurer « une caisse d'assurance-maladie et accident publique à but social ». Le parti a désormais jusqu'au 12 juillet pour récolter 10'000 signatures. « Nous avons obtenu 18'000 signatures valables pour notre initiative pour une assurance-dentaire. C'est largement possible », estime l'ancien député, René Ecuyer. L'idée est loin d'être neuve. Dans le canton, l'Alliance de Gauche avait lancé un tel programme en 2002, mais l'initiative avait été invalidée par le Tribunal fédéral, qui considérait que le principe de l'unité de la matière n'était pas respecté. Pour se prémunir de ce désagrément, le parti a simplifié son texte, qui stipule désormais que le canton est doté d'une caisse d'assurance-maladie et accident au sens du droit fédéral et qu'elle est constituée sous forme d'établissement public autonome, qui offre des prestations d'assurance maladie de base. « Nous avons blindé cette initiative cantonale auprès de l'administration fédérale », assure Alexandre Eniline, qui rappelle que cette caisse ne ferait pas disparaître les caisses privées dans le canton.

« Lors de notre récolte de signatures pour

notre précédente initiative dentaire, beaucoup de gens nous ont demandé pourquoi on ne faisait rien pour l'assurance-maladie. Voilà du concret », lance René Ecuyer. Rappelons qu'en 2014, les Genevois s'étaient prononcés en 57% en faveur de l'initiative fédérale pour instaurer une caisse publique d'assurance-maladie.

Baisse des primes et gain de transparence

Avec ce texte, le parti espère réduire le montant des primes en réduisant les frais et coûts habituellement imputés aux caisses privées et apporter plus de transparence à un marché complètement opaque, notamment dans la gestion des réserves. Pour preuve, ces dernières années, les assurés de plusieurs cantons avaient payé 2 milliards de primes en trop, dont 463 millions à Genève, versés à des cantons aux primes sous-évaluées. « Aujourd'hui, leur remboursement aux Genevois n'a toujours pas été effectué », soupire Alexandre Eniline. « Les compagnies se font concurrence, ce qui en soi est déjà une cause de gaspillage dû aux coûts exorbitants de la publicité, les « consommateurs » sont harcelés par des informations contradictoires et le solde actif d'un exercice comparable est absorbé par l'actionnariat », soutient encore Alexandre Eniline. « Certes, notre initiative en tant que telle n'a pas une portée révolutionnaire, ni ne constitue un remède miracle, mais elle constitue un progrès bienvenu et appréciable et pourrait servir de premier pas vers une réforme digne de ce nom du système de santé de notre pays », conclut le président du PdT. ■

Joël Depommier



«Un pas dans la bonne direction»

« Cela va dans la bonne direction, mais ces deux initiatives seront plus compliquées à mettre en place que la nôtre. » Le PdT a tenu à réagir à l'annonce faite en début de semaine par les conseillers d'Etat genevois Mauro Poggia (MCG) et vaudois Pierre-Yves Maillard (PS) du dépôt prochain à la chancellerie fédérale de deux initiatives populaires concernant l'assurance-maladie. La première vise à permettre aux cantons qui le souhaitent de créer une « caisse de compensation », qui prélèverait les primes et participerait aux négociations sur les coûts de la santé. Tous les assurés ayant la même franchise payeraient la même prime et les caisses privées continueraient à exister. La deuxième initiative veut interdire aux élus parlementaires fédéraux de toucher une quelconque rémunération en provenance d'une caisse maladie. « On ne comprend pas très bien à quoi rime de garder une myriade de caisses privées, si les primes sont prélevées par une seule caisse de compensation », note Alexandre Eniline, qui se félicite de la deuxième initiative qui est « indispensable ».

Jacky Corthay, pasteur au grand cœur

HOMMAGE • Le fondateur des Magasins du monde en Suisse romande et collaborateur de «Gauchebdo» nous a quittés.

Jacky Corthay nous a quittés dimanche dernier. Pasteur au grand cœur, administrateur de *Gauchebdo*, le Vaudois réalisait la rubrique «Maux croisés» du journal. Il avait dans les années 1970 fondé les Magasins du monde en Suisse romande.

Jacky avait été révolté par la misère rencontrée au cours de missions à Haïti et en Afrique du Sud dans les années 1960. De retour en Suisse, il lancera au début des années 1970 l'Action commune tiers-monde. Avec pour devise, «la justice, pas la charité», cette coalition regroupant des mouvements progressistes vendra du café tanzanien sur les marchés à un prix permettant aux producteurs de vivre dignement. Ce seront les prémisses des Magasins du monde, qui verront le jour en Suisse romande en 1974 avec un premier point de vente à la rue du Simplon, à Lausanne.

Intègre, le prêtre, qui exerça notamment son ministère dans le monde du travail et auprès des réfugiés, fut régulièrement en porte-à-faux avec l'Eglise réformée. «J'ai souvent été en tension avec l'Eglise. Le message de l'Evangile est révolutionnaire, mais l'institution est conservatrice, ce qui crée forcément des problèmes», nous confia-t-il.

Cet éternel indigné participa à de nombreuses campagnes humanitaires et politiques, il s'engagea ainsi contre l'apartheid en Afrique du Sud. En 2007, il adhéra au POP vaudois. «Je me suis offert la carte pour mes 70 ans. J'ai toujours été communiste», nous expliqua encore celui qui voyait dans Armand Forel un modèle et qui se sentait proche des idées d'un Josef Zisyadis.

Il rejoignit aussi la société d'édition de *Gauchebdo*. En plus des analyses politiques, il appréciait dans notre publication son sens de l'ouverture. Début 2009, il devint administrateur du journal, en remplacement de la Neuchâteloise Eva Fernandez, qui est aujourd'hui directrice du *Courrier*. Ce ne fut pas une sinécure pour ce pauvre Jacky. Il fut confronté à la direction de la Poste, qui supprima un temps l'aide à la presse à *Gauchebdo*, soit le rabais accordé pour l'acheminement des journaux. Il passa des nuits blanches à se demander comment payer les salaires des deux journalistes. Il y parvint toujours, donnant de sa personne et aussi de son porte-monnaie. Cet homme généreux avait fait des collectes toute sa vie, mais se retrouva avec *Gauchebdo* face à des difficultés financières difficilement surmontables. Début 2011, c'est avec soulagement qu'il transmit les comptes au Jurassien Jean-Pierre Kohler. Il poursuivit sa collaboration en fournissant tous les quinze jours des «Maux croisés», dont le dernier fut publié il y a un mois.

En 2012, Jacky atteint l'âge de 75 ans et fêta l'événement en publiant un livre, *Georges fait l'amour avec la vie*. Dans ce roman largement autobiographique, Jacky nous fait partager son cheminement spirituel et social. Le titre n'a pas été choisi au hasard: Jacky aimait profondément la vie, les humains, la nature et les animaux.

Il affectionnait la montagne. Durant vingt-cinq ans, il fut gardien d'alpage l'été. Et c'est dans un chalet de St-Cergue qu'il vécut la dernière période de sa vie, entouré de sa compagne Chantal et de quelques bêtes.



Eternel indigné, Jacky Corthay laissera le souvenir d'un homme intègre, généreux et grand pourfendeur de l'injustice sociale sous toutes ses formes.

Demir Sönmez

Il a été enlevé à l'affection des siens dans sa huitantième année. Tous ceux et toutes celles qui ont eu la chance de le connaître partagent la peine de ses proches. Nos pensées accompagnent son épouse, ses enfants et petits-enfants qu'il aimait tant. ■

Jérôme Béguin

La société d'édition et les collaborateurs de *Gauchebdo* s'associent à la peine de la famille de

Jacky Corthay

leur ancien collègue et ami, décédé le 12 mars 2017 dans sa 80ème année.

Trump brise l'ordre établi en matière de commerce et de relations internationales

USA • Le protectionnisme économique défendu par le nouveau président des Etats-Unis ne peut qu'entrer en conflit avec la philosophie libre-échangiste du capitalisme. Il est aussi lourd de dangers pour les peuples.

Concentrons-nous tout d'abord sur la rupture en matière de commerce international annoncée par Trump. Il a notamment fait connaître une notification d'intention valable dès sa prise de pouvoir le 20 janvier qui annonce le retrait des Etats-Unis du traité commercial transpacifique négocié par son prédécesseur avec 11 pays d'Asie et de la région. Il prend le contre-pied de la stratégie d'Obama qui voulait utiliser le commerce pour consolider l'hégémonie états-unienne et isoler la Chine.

TAFTA, le traité transatlantique actuellement en négociation entre les Etats-Unis, l'Union Européenne et un certain nombre d'autres pays, est également remis en question. Alors qu'une séance conclusive de négociation était prévue début décembre à Genève, TISA, l'accord sur les services, est aujourd'hui gelé sous la pression des Etats-Unis.

Trump va encore plus loin, il veut renégocier l'ALENA, un accord déjà en vigueur depuis 1994 entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Il considère que ces accords ont été des désastres pour les emplois, pour la richesse des Etats-Unis, donc pour les travailleurs américains.

Si ces positionnements devaient se confirmer, le président étatsunien briserait l'ordre mondial libéral qui régit le commerce international depuis des décennies au profit d'accords bilatéraux censés ramener les emplois aux Etats-Unis. Ce serait un bouleversement politique. Jusqu'ici, les Etats-Unis ont essayé de débloquer le commerce mondial en court-circuitant l'unanimité de l'OMC, laquelle est allée d'un échec à l'autre dans ses tentatives de conclure d'ambitieux accords (cf. notamment la résistance de l'Inde). Pour contourner l'unanimité de l'OMC les EU d'Obama ont dès lors cherché à réunir des pays de leur zone d'influence afin de finaliser des accords plurilatéraux de libre-échange aux niveaux transatlantique et trans-pacifique qui feraient ensuite pression sur les autres pays membres de l'OMC. Trump veut mettre fin à cette stratégie en instaurant une politique résolument protectionniste.

Stop au multilatéralisme, vive la politique de puissance

Trump tente de s'abstraire de tout engagement multilatéral qui lierait les mains des Etats-Unis et ne serait pas à leur avantage. Cela vaut non seulement pour le commerce mais s'étend bien au-delà : toutes les institutions internationales risquent d'être concernées, en particulier celles sises à Genève (Droits de l'homme, ONU, etc.). Il a été jusqu'à déclarer que l'ONU qu'ils financent à hauteur de 28% n'était d'aucune utilité pour les Etats-Unis.

Trump est de plus favorable à un renforcement de l'arsenal nucléaire des Etats-Unis. Il remet ainsi en cause les accords visant à le réduire. De même, les engagements pris par Obama, dans le cadre de la COP 21, pour protéger l'environnement et limiter le réchauffement climatique, ont aujourd'hui du plomb dans l'aile.



La rupture dans les relations internationales promise par Trump ne fait qu'enfoncer le capitalisme dans ses contradictions.

De plus, il entend réorienter la diplomatie américaine en remettant en cause les principes et règles élaborés au terme de la seconde guerre mondiale. Il vient ainsi de nommer le président d'Exxon Mobil, Rex Tillerson, ministre des Affaires étrangères. Rappelons-le, ce dernier avait refusé les sanctions contre la Russie et entretenait des rapports étroits avec Poutine. Trump veut-il se rapprocher de la Russie et introduire un coin entre la Russie et la Chine? Il semble tout au moins vouloir engager une guerre commerciale avec la Chine qu'il n'hésite pas à provoquer en s'adressant directement à Taïwan. Cela remet en cause le principe «une seule Chine» entériné depuis 40 ans par les EU et l'ensemble de la communauté internationale. Il a finalement été contraint de revenir en arrière sur ce point.

Le président étatsunien, dont les positions pro-Israël sont notoires, vient de nommer ambassadeur dans ce pays David Friedman, président d'une association soutenant les colonies israéliennes en Cisjordanie, à l'avant-garde du combat pour «le grand Israël».

Conséquent avec son nationalisme étroit, Trump semble aussi souhaiter que l'Union Européenne se disloque. Il fait un éloge enthousiaste du Brexit, il souhaite, voire il appelle d'autres pays à sortir de l'UE qu'il qualifie de «consortium bureaucratique» et «d'instrument de l'Allemagne».

Trump menace tous azimuts : il remet en question les accords passés avec l'Iran et avec Cuba; il n'hésite pas à subordonner les politiques de l'OTAN en Europe de l'Est au fait que les pays qui auraient besoin de protection augmentent leur contribution financière; la Pologne, l'Ukraine et les pays baltes qui, à tort ou à raison, se

sentent menacés par leur grand voisin russe ont de quoi s'inquiéter.

Un programme lourd de menaces

Son programme n'est cependant pas exempt de contradictions. On voit mal comment les multinationales qui ont investi en Chine ou au Mexique, ou ailleurs dans des pays à bas salaires, accepteront de relocaliser leur production aux Etats-Unis. En effet, dans le cadre ultra-concurrentiel actuel les entreprises industrielles ont un besoin impératif d'investir, par exemple, dans les maquiladoras sises à la frontière mexicaine où les travailleurs/euses sur-exploités-e-s sont payés-e-s 8 dollars la journée contre 8 dollars l'heure aux Etats-Unis.

L'Etat aura beau mettre la pression sur les entreprises, il aura beau leur proposer des avantages fiscaux, par exemple des diminutions d'impôts sur les profits réalisés, des mises à disposition gratuites de terrains, des commandes d'Etat, les entreprises voudront tout, c'est-à-dire conserver les avantages des délocalisations, la main-d'œuvre bon marché, et ceux offerts par Trump pour ne pas délocaliser.

Ce dernier a déjà commencé à faire pression sur les entreprises qui veulent construire de nouvelles usines au Mexique tandis qu'elles ferment aux EU. Il les menace d'imposer des taxes de 35% aux marchandises produites à l'étranger et importées aux USA. Ford a peut-être obtempéré, mais dans les sociétés financières l'important, ce ne sont pas les industries, c'est la finance. Lorsque les usines restées aux Etats-Unis seront en panne de commandes, elles cesseront leurs activités ou réduiront leurs investissements dans les activités industrielles ou commerciales et placeront leur argent dans le secteur financier.

Ces contradictions s'exprimeront à coup sûr au Congrès, non seulement parmi les Démocrates, mais aussi à l'intérieur du parti Républicain majoritaire dans les deux Chambres qui a toujours été «libre-échangiste».

Il faut bien le voir, l'élargissement du commerce mondial est une nécessité pour le capitalisme s'il veut surmonter ses contradictions de système qui le mènent à la stagnation. Il est surtout vital pour le capital financier qui accroît sans fin sa masse alors que ses débouchés se réduisent relativement.

La mondialisation permet non seulement de surexploiter des masses de travailleurs/euses aux quatre coins de la planète et de vendre les marchandises sur les marchés où le pouvoir d'achat des populations est plus important, mais elle exige aussi d'être capable de dicter ses règles aux flux marchands mondiaux. Ce sont ces règles qui permettent à la fois de gonfler la masse de plus-value extraite de la surexploitation des travailleurs/euses et d'en contrôler la répartition à son avantage, qu'il s'agisse des multinationales ou des Etats/Nations. Lorsqu'il s'agit de répartir les profits ces deux entités entrent nécessairement en guerre l'une contre l'autre. C'est peut-être cela que Trump sous-estime, lui qui a érigé sa fortune dans l'immobilier aux Etats-Unis, donc dans un Etat-Nation bien précis.

L'autre grand problème du capitalisme, c'est l'hypertrophie et la domination de la finance sur le capitalisme industriel et commercial qu'on appelle à tort l'économie réelle.

En fait, c'est seulement 5% de l'ensemble des capitaux circulant dans le monde qui va s'investir dans une production quelconque, alors que 95% des capitaux sont purement spéculatifs. Ces derniers circulent par-dessus les frontières du monde entier à la

recherche d'opportunités de profits à rendement supérieur à la moyenne, qu'il s'agisse d'actions, d'obligations, de métaux précieux, de minerais, de pétrole, de produits financiers dérivés, de taux de change, etc., puis, au moindre signe de diminution de la rentabilité, ils se retirent avec leurs gains.

Contrairement à ce qu'on pense en général les profits issus des capitaux spéculatifs exigent d'être rentabilisés tout comme ceux investis dans la production de biens et services. C'est cette fonction qu'à le capital financier, il accroît sans fin la masse de capital à rentabiliser.

Cela exige un rendement croissant également sans fin, jusqu'au moment où le système explose, les profits deviennent alors insuffisants pour nourrir l'ensemble du capital. Cela durcit encore la course au profit et les contradictions au sein de la bourgeoisie.

Le capital ne s'arrête jamais, il vampirise tout, y compris ce qui jusqu'alors échappait encore à sa voracité : les transports publics, les systèmes de santé, l'enseignement, les transports, l'ensemble de l'activité sociale menée au travers des Etats ; plus encore, les Grecs, par exemple, ont dû vendre des parties de leur patrimoine territorial, certains ports et îles.

L'accès de Trump à la présidence des EU est un signal fort qui montre au monde entier le creusement des contradictions au sein des bourgeoisies. On ne fait pas que s'approcher du point de rupture, il est déjà là. Le retour au credo nationaliste est lourd de menaces, il y a trop de victimes, pas assez de gagnants. Tenter de remettre en cause le libre-échangisme actuel à tout prix et de développer un nouveau protectionnisme n'est non plus pas une réponse. Cela restreindrait encore les débouchés pour le capital au niveau mondial et précipiterait le système dans une crise économique qui lui ferait perdre les derniers restes de sa crédibilité. Ce serait un retour en arrière, avec le risque de guerres localisées comme en Irak ou en Libye, voire celui d'une guerre généralisée entre impérialismes rivaux comme celles déjà vécues au vingtième siècle, mais en pire.

Comme le dit le professeur québécois Charles-Philippe David, président de l'Observatoire sur les Etats-Unis, le protectionnisme de Trump et en particulier ses attaques contre l'autre grande superpuissance, la Chine, accusée de tuer les emplois aux Etats-Unis, pourrait contribuer à accroître les risques de guerre. Avec son nationalisme virulent, l'équipe de Trump au pouvoir, si elle se trouve dans une impasse, pourrait bien pratiquer la fuite en avant et nous précipiter dans un conflit mondial.

Son élection montre à la fois que les bourgeoisies nationales n'ont plus d'issue et que la caste détenant le pouvoir sur le plan supranational ne sera jamais en mesure de nous sortir du chaos dans lequel elle nous a enfoncés. Il faudra bien que les peuples trouvent une porte de sortie. ■

Eric Decarro et Christian Tirefort

Le texte intégral peut se trouver sur le site www.travail-et-salariat.org

Merkel a-t-elle commencé à chanceler?

ALLEMAGNE • Martin Schulz, challenger du SPD, progresse en mettant le cap à gauche et en ouvrant la perspective d'une coalition avec Die Linke et les Verts, capable de battre la chancelière sortante.

C'est la surprise de ce début de campagne de l'élection du Bundestag qui aura lieu en septembre prochain: le Parti social-démocrate (SPD) de Martin Schulz talonne désormais l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel dans les sondages (environ 32% des voix pour les deux formations). Il y a quelques semaines encore, le SPD dépassait tout juste la barre des 20% et semblait scotché durablement à ses plus bas niveaux historiques. Face à la nouvelle débâcle annoncée, le soldat Schulz, ex-président du Parlement européen, a enfilé rapidement le costume de pompier de service, remplaçant au pied levé un Sigmar Gabriel, vice-chancelier de la grande coalition et ex-ministre de l'Économie du gouvernement Merkel, comme tête de liste pour l'élection du Bundestag. Et depuis lors, la position du SPD ne cesse de s'améliorer.

Les «réformes Schröder», désormais ouvertement contestées

Les médias se perdent en conjectures outre-Rhin sur les secrets d'un «Schulzeffekt» (effet Schulz). À y regarder de plus près, la campagne du SPD n'a pas simplement changé de ton et de visage, elle a amorcé, sur le fond, un virage à gauche, inédit depuis au moins vingt ans. Un tabou semble avoir été brisé: les «réformes Schröder», considérées bien à tort comme des «acquis» pour l'économie allemande, et présentées donc comme inattaquables lors des campagnes des précédents scrutins de 2009 et 2013, sont désormais ouvertement contestées. Elles font même l'objet pour certaines de propositions alternatives. Qui vise le rétablissement de l'indemnisation de l'assurance-chômage, supprimée par les lois Hartz, après un an, aux demandeurs d'emploi. Qui envisage des mesures pour réduire l'énorme secteur à bas salaires apparu depuis fin des années 2000. Qui veut interdire l'abus des emplois à durée déterminée qui pullulent aujourd'hui jusqu'à constituer 40% des nouveaux contrats de travail.



Le virage à gauche de Martin Schulz interroge quant à la sincérité de l'ex-président du parlement de l'UE.

C'est là qu'il faut chercher les vraies raisons de l'«effet Schulz»: les thèmes que développe le futur nouveau patron du SPD répondent aux préoccupations de citoyens assaillis de difficultés ou saisis par l'angoisse du déclassement dans une société de plus en plus inégalitaire. Un salarié allemand sur cinq travaille aujourd'hui pour moins de 10 euros brut de l'heure. Et souvent dans le cadre de temps partiels subis. La plupart de ces travailleurs pauvres se recrutent dans les services. Mais la multiplication de conventions «maison» et le développement de l'«ubérisation» des contrats de travail ont commencé aussi de saper les positions des salariés de certains secteurs de l'industrie.

Le discours de Schulz s'est simplement mis à l'unisson de l'aspiration frustrée de la base du parti à plus de justice sociale. Il porte d'évidence la marque d'une dissidence ouverte du monde syndical et de sa pression pour changer enfin le logiciel gouvernemental. On se souvient que le secrétaire national du DGB, Reiner Hoffmann, membre lui-même du SPD, n'hésita pas en 2015 à faire le voyage d'Athènes (en plein bras de fer avec Berlin) pour afficher sa solida-

rité avec Alexis Tsipras, dénonçant l'impasse que constitue «pour l'Allemagne et pour l'Europe» la soumission aux diktats austéritaires.

D'aucuns expriment des doutes quant à la sincérité du soudain engagement à gauche de Martin Schulz, plutôt réputé jusqu'ici appartenir aux cercles droitiers du parti et dont la démarche progressiste fut, il est vrai, bien peu convaincante au Parlement européen. Il n'empêche que, rompant avec les vieilles références schröderiennes, la nouvelle ligne de campagne a réveillé l'espoir et le courage des militants de terrain. Une dynamique semble lancée. Au point d'avoir fait tomber d'ultimes réticences internes à l'égard d'une coalition gouvernementale alternative SPD/Verts/Die Linke. Une alternative que sont même chargés de préparer des dirigeants des trois formations qui se rencontrent désormais régulièrement.

Un succès de ce rassemblement allemand à gauche ne fournirait-il pas de quoi faire sauter les plus solides verrous ordo-libéraux, au niveau national comme à celui de... l'Europe? ■

Bruno Odent

Paru dans L'Humanité

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Imparfaites mais vraies

Parmi la masse des nouvelles anxieuses, une lueur d'optimisme: la libération du corps parait. Enfin! Cela fait des décennies que la publicité, la mode, les journaux dits féminins donnent des femmes des images idéalisées. Elles sont déprimantes, ces représentations de corps sans défauts, de visages sans rides, grâce à des photos retouchées. Quand on repose le papier glacé pour se regarder dans la glace, on retombe lourdement dans la réalité de la cellulite, des bourrelets et des rides.

Les adolescentes sont particulièrement affectées par ces images. Au moment où leur corps se transforme, elles se cherchent des modèles, sans savoir que les modèles sont des faux. La pire vient de la mode, qui exige, malgré les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé, des mannequins squelettiques. Sans compter que les mannequins sous-alimentés font des dépressions. Récemment, j'entendais l'interview de l'une d'elles, qui a écrit un livre sur son expérience. Anorexique, elle avait fait une grave dépression avec envie de suicide, elle était en train de s'en sortir quand son agente lui a dit: «Tu peux encore revenir dans deux mois après un régime extrême.» Cela m'avait sidérée. Personnellement, je préférerai toujours les rondeurs féminines aux cintres sans chair qui défilent sur les podiums. Devant cet «idéal» de la beauté, un grand nombre d'adolescentes tombent dans l'anorexie.

Depuis quelques années, des ex-mannequins témoignent, certaines écrivent des livres pour avertir les adolescentes qui rêvent de mannequinat. *Jamais assez maigre* de Victoire Maçon Dauxerre témoigne de l'enfer dont elle est sortie (Ed. les Arènes).

«Lorsque je suis arrivée chez Elite pour ma première rencontre avec l'agence, je faisais 58 kilos pour 1m78 et un petit 36. Pourtant, ça ne suffisait pas. Ils m'ont mesurée sous tous les angles. Pas de chance, mon tour de hanches, au plus gras de la fesse, était de 92. Pour être mannequin, il faut être en dessous de 90, l'idéal étant de ne pas dépasser le 87. Ils m'ont simplement dit que les créateurs habillaient des mannequins qui faisaient du 32.» Alors, Victoire commence un régime insensé: une pomme et de l'eau à tous les repas.

Naturellement, elle perd rapidement dix kilos, est engagée, voyage dans le monde entier pour des défilés, pose pour des photos... retouchées! On ajoutait du «gras» aux pommettes, au sternum, on gommait des côtes et des os saillants. C'est le comble de l'hypocrisie: le monde de la mode exige de ses mannequins qu'elles soient les plus maigres possible, qu'elles meurent littéralement de faim, mais en gomme les aspects cadavériques après les avoir exigés! Pour les grands couturiers, les mannequins ne sont que des porte-manteaux qui doivent s'effacer derrière la création, donc de ne pas avoir de matière accrochée aux os pour offrir le meilleur tombé au vêtement!

La mannequin qui est tombée dans l'anorexie vit dans le déni, propre à cette maladie. La mère de Victoire, qui la voit un jour dans la salle de bains, lui dit qu'elle semble sortir d'un camp de concentration.

Victoire commente: «Comment devenir une femme, alors que, jeune fille, on m'a expliqué que non seulement je n'étais qu'un corps, mais qu'en plus ce corps devait rester le plus juvénile possible: pas de seins, pas de hanches, pas de fesses. On est loin des silhouettes des mannequins des années 1980.»

Christine Hart ajoute: «Les mannequins souffrent plus de la dictature de la beauté aujourd'hui que dans les années 1980. D'une taille 38 imposée, on est passé au 34, en particulier sur les podiums, et les filles d'aujourd'hui ne transmettent aucune émotion. Elles n'arrivent pas à créer de lien avec le public. On ne sait plus si ces filles sont des robots ou des mannequins. La plupart n'ont que la peau sur les os et aucune d'elles ne sourit, ce qui n'arrange rien.»

Toutes celles qui témoignent tentent d'avertir les adolescentes. «Commencer à 14 ou 15 ans est une aberration. A cet âge, les filles sont presque des enfants et il est facile d'être prise au piège par un mirage.»

Ces diktats concernant le poids conduisent invariablement à des troubles du comportement alimentaire (TCA), considérés comme une maladie grave: variation du poids, chute des cheveux, ongles et dents, saignement des voies respiratoires, aménorrhée, évanouissement, état dépressif, perte de la mémoire, léthargie, problèmes cardiaques. Sans parler du manque de respect, des pressions, voire des viols qui sévissent dans ce milieu. Les responsables de la mode qui poussent à la maigreur sont des criminels. Entre 30'000 et 40'000 personnes, des adolescentes dans 90% des cas, souffrent d'anorexie mentale, une des pathologies psychiatriques ayant la plus forte mortalité.

Après 35 ans d'excès, que tout le monde avait sous les yeux, il y eut enfin un sursaut politique en France, comme en Italie et en Espagne. Le 3 avril 2015, l'Assemblée Nationale a voté l'interdiction du recours à des mannequins trop maigres et dénutris, afin de lutter contre l'anorexie, dans le cadre de l'examen du projet de loi sur la Santé. L'amendement du rapporteur Olivier Véran a été adopté avec l'avis favorable de la ministre de la Santé, Marisol Touraine. Un autre amendement socialiste adopté prévoit la mention obligatoire «photographie retouchée» sur les photos à usage commercial de mannequins dont l'apparence corporelle a été modifiée par logiciel «afin d'affiner ou d'épaissir» sa silhouette. Ne pas respecter cette mesure sera puni d'une amende de 37'500 euros, son montant pouvant être porté à 30% des dépenses consacrées à la publicité. Encore faut-il que la loi soit respectée...

Il est réjouissant de constater que des femmes se révoltent contre ces excès imbéciles en publiant, sur les réseaux sociaux, des photos naturelles, sans retouches, parfois dans la position qu'adoptent certaines actrices au corps trop lisse, mais qui laissent voir les formes, les bourrelets, les vergetures, tout ce qu'un corps normal acquiert au cours des ans, ou des fesses telles qu'elles sont, et non pas ces trucs arrondis qui font davantage penser à un bowling qu'à une femme. Ce phénomène touche également des stars, qui se présentent sans maquillage.

Parmi tous les mensonges, politiques, publicitaires, trumpesques, fillonesques et autres contre-vérités ou «faits alternatifs», un peu de vérité fait du bien.

Huguette Junod

AGENDA

Poésie en fête

Samedi 18 mars, 17-19h, librairie du Parc-nasse, Terrassière 6, Genève

Dimanche 19 mars 11-17h, Marché de la poésie, Bibliomedia, rue César-Roux 34, Lausanne

Mardi 21 mars, 20h, Société genevoise des écrivains, promenade du Pin 1, Genève

Les éditions Eliane Vernay, Ed. des Sables, Samizdat fêtent leur anniversaire repectif avec de nombreux invités dans chaque soirée.

Projection-débat: handicap et société

Lundi 20 mars, à 18h30, Auditoire Auguste Tissot, CHUV, Lausanne

La Centrale sanitaire suisse romande qui fête ses 80 ans vous convie à la projection d'un film documentaire sur le handicap au Salvador *Ma différence*.

Commémoration de La Commune de Paris (1871)

Mercredi 22 mars 2017, 20 heures, Brasserie de la Fontaine Avenue Léopold-Robert 17, La Chaux-de-Fonds

Conférence de Marc Vuilleumier, historien, membre de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO).



Hodler, Monet et Munch: qu'ont-ils en commun?

EXPOSITION • La Fondation Gianadda propose une confrontation pertinente entre les trois grands peintres.

Le parti pris des concepteurs de l'exposition – le parallèle entre ces trois artistes – peut surprendre. Le Suisse, le Français et le Norvégien appartiennent à des univers picturaux différents. En simplifiant à l'extrême: impressionnisme pour Monet, symbolisme pour Hodler et expressionnisme pour Munch. Ils ne se sont jamais rencontrés. Ils ont mené leurs recherches tout à fait indépendamment les uns des autres. On n'a pas retrouvé trace d'échanges entre eux. Pourtant un certain nombre de points communs justifient ce rapprochement a priori incongru. Les trois artistes se sont donnés pour tâche de représenter la nature, les paysages. Ils sont tous issus d'un milieu social qui ne les préparait pas à devenir peintres. Ils ont connu une reconnaissance, certes tardive dans leur vie, qui leur a assuré l'aisance financière. Les trois appartiennent à un monde en marche vers la modernité: en particulier, le chemin de fer et le bateau à vapeur permettent désormais de voyager en tous sens. Eux-mêmes seront des voyageurs (Sud de la France, Italie, Allemagne, Norvège). Enfin et surtout ils ont, chacun à sa manière, contribué au renouvellement de l'art européen.

Montagnes, nuages et eau

L'exposition présente plus de soixante tableaux. Plusieurs toiles de Hodler font partie de la collection de Christoph Blocher. Celles de Munch sont quasi toutes issues du Munchmuseet à Oslo. L'origine des Monet est plus diversifiée. La présentation est thématique, ce qui permet, pour chaque thème, de mieux saisir les analogies et les différences entre ces trois créateurs majeurs. L'esprit de compétition entre eux est certes loin de l'esprit des commissaires de l'exposition! Néanmoins, dans chaque domaine, le visiteur attribue inconsciemment des «notes»... Or l'on verra que chacun des trois peintres l'emporte dans l'un d'entre eux.

Commençons par la montagne. Celle-ci était évidemment plus familière au Bernois Ferdinand Hodler (1853-1918). Recourant au principe des séries cher à Monet (la façade de la cathédrale de Rouen ou les meules de foin à Giverny), il a peint inlassablement la chaîne du Stockhorn, de l'autre côté du lac de Thoune. Mais aussi le Niesen avec sa forme pyramidale qui a séduit tant d'artistes, à l'instar de Paul Klee. Ce qui frappe chez Hodler, c'est la matérialité du roc, le rendu du minéral. Quant aux nuages qui surplombent ces montagnes, ils adoptent des formes non réalistes mais synthétiques, qui confèrent au tableau une dimension quasi mystique.



Ferdinand Hodler a peint inlassablement la chaîne du Stockhorn, de l'autre côté du lac de Thoune.

Fondation Gianadda

Hodler s'est beaucoup attaché aussi à traduire l'élément liquide: eaux calmes ou moutonnantes du lac de Thoune ou du Léman vu de Chexbres, ruisseaux de montagne se faufilant entre les pierres. Mais c'est Claude Monet (1840-1926) qui emporte ici totalement notre adhésion. Qu'il s'agisse de *La Barque* flottant sur l'étang de son jardin de Giverny, ou des multiples toiles peintes en Normandie, nul mieux que lui n'a su rendre la fluidité, le mouvement perpétuel des eaux.

Parmi ces «choses impossibles» à rendre en peinture, il y a la neige. Un thème pourtant courant dans l'art européen depuis les paysages hollandais de Bruegel l'Ancien. Chez Monet, la neige brouille le paysage. C'est particulièrement sensible dans un tableau de 1875 si emblématique de la représentation de la modernité, *Le Train dans la neige*, la locomotive. Chez Hodler,

la neige est blancheur immaculée, expression de la pureté des montagnes. Pour le Norvégien Edvard Munch (1863-1944), elle appartient à l'univers quotidien de la Scandinavie: elle recouvre les toits des maisons en bois rouge et on y rencontre des personnages, un lugeur. On notera l'ambiance de solitude, de tristesse, voire de désespoir, qui imprègne la plus grande partie de la production picturale de Munch, dont la vie a été marquée par la mort de plusieurs de ses proches.

Un passage involontaire à l'abstraction

Les romantiques se sont plu à situer des scènes dans une atmosphère lunaire. Monet ne s'y est pas risqué. En revanche il a souvent peint le soleil, mais crépusculaire. Ou matinal comme dans le célèbre tableau *Impression, Soleil levant*

(1872), où on le voit, boule rouge traversant les brumes du port du Havre. C'est le titre de ce tableau qui donnera son nom à l'impressionnisme. Dans la représentation du soleil, Munch ira le plus loin. Il ose le montrer de face, en plein jour, en faisant siennes les découvertes scientifiques sur la diffraction de la lumière.

Deux des artistes de ce trio – Monet et Munch – ont été frappés par une diminution drastique de leurs facultés oculaires. Les peintures tardives du jardin de Giverny s'en ressentent. Une petite visiteuse, devant nous, n'hésita pas à proclamer «C'est du gribouillage». On peut y voir aussi le passage, sans doute ici involontaire, à l'abstraction. ■

Pierre Jeanmeret

«Hodler, Monet, Munch. Peindre l'impossible», Martigny, Fondation Gianadda, jusqu'au 11 juin.

«Soft Goulag», le monstre doux du totalitarisme

LIVRE • Les Editions Zoé ressortent l'ouvrage de politique-fiction d'Yves Velan, «Soft Goulag» (1977), sorte de roman d'anticipation d'un monde sans mémoire et Histoire, engoncé dans un stade suprême de consommation capitaliste et d'asservissement total et consenti des individus.

Nous sommes dans l'Union, près d'Urbana, un monde qui ressemble à s'y méprendre aux USA, tout entier livré au «cauchemar climatisé» dénoncé par Henry Miller. Imaginez que dans cet univers aseptisé où presque tout est pris en charge, les individus sont devenus des «partenaires sociaux», dont la vie est régie par des compagnies comme ITI, entreprise de bus qui pourvoit à tous les déplacements. «L'aut'mobile» est réservée à des rares privilégiés, du fait de la raréfaction des ressources. Les subalternes de cet Etat omnipotent, de ce Nouveau Monde uniforme et technocratique, n'ont d'autre choix que de travailler, remboursent des dettes et ne se différencient que par leur «violondingre» inoffensif qu'ils ne pratiquent qu'une fois par mois.

Dans cette société policée de servitude volontaire, il n'y a plus de mémoire et de culture, de sentiments propres, de pensées personnelles ou

désprits critiques. Les livres n'existent plus et ont été remplacés par des séries de télévision. La littérature se limite à des articles de l'*Encyclopædia Britannica*. Pour incarner cette aliénation douce et totale des habitants de l'Union, Yves Velan, écrivain chaud-fonnier né en 1925, marqué à gauche, choisit la figure d'un narrateur, qui s'appête à rédiger une thèse «de débutant» sur le droit de naissance, qui, dans cette nouvelle société transparente, se fait par tirage au sort. Et c'est ainsi qu'il décide de suivre le parcours d'Ad et Ev, les deux heureux lauréats le jour de leur couronnement, un certain 18 novembre.

Des Hommes nouveaux unidimensionnels

Tout comme à la lecture du roman *Le Bruit et la fureur* de William Faulkner, raconté par l'idiot Benjy, le lecteur peut, de prime abord, être profondément dérouté par ce récit, tout entier

focalisé sur ces Hommes nouveaux unidimensionnels, quasiment infra-humains et biseautés imaginés par Yves Velan. Leur langage «d'une incroyable laideur qu'on dirait de papier mâché, de plastique, de langage Lego ou encore précoûté comme un repas TV», comme l'explique, dans une post-face, le critique Philippe Renaud, déconcerte par son uniformité et sa platitude, son aspect lisse, préfabriqué et sans connotation. Il fait pourtant sens puisqu'il révèle au plus près les états de conscience déshumanisés de ces héros-homoncules, lointains cousins escamotés et prémonitoires de nos futurs peu enviables. Il revient alors au lecteur de redonner le vrai sens spolié de ces élucubrations. Ce monde normalisé ne sera troublé que par l'apparition d'un Français, rouquin, fumeur et rigolard et un Mexicain au teint olivâtre, incarnations d'un autre possible profondément déstabilisant dans cet univers

clos, frappé de certitudes définitives tout à la fois souriantes et sinistres.

«Soft Goulag» n'est pas un roman d'anticipation mais plutôt une réflexion sur le devenir de nos civilisations occidentales contemporaines. Nous sommes dans cette société du même, si hostile à l'Autre. Nos vies sont rythmées par une machine aveugle dont on est la matière première. Notre liberté est diablement compromise par un fascisme économique de plus en plus virulent», estime le critique littéraire Dejan. Spécialiste de son œuvre, Pascal Antonietti relève le caractère prémonitoire du récit: «Plus de dix ans avant l'effondrement du bloc socialiste, avec une sorte de prescience, Velan dénonce à travers sa fable ce que l'on dénommera par la suite la «pensée unique», et la disparition progressive de l'idée même d'alternative économique et sociale. Or, depuis la parution du roman, l'évolution du monde

n'a cessé de lui donner raison sur de multiples points: surveillance renforcée des citoyens («flicage» dont «l'affaire des fiches» a révélé l'importance en Suisse à la fin des années 1980); imposition du «politiquement correct»; règne presque sans partage de la «pensée unique»; installation d'une sorte de «même» planétaire, d'uniformisation sociale et culturelle menant à la disparition de toute altérité radicale; imposition d'une esthétique télévisuelle; décervelage et manipulation médiatique...», écrit le chaud-fonnier dans la préface de ce livre qui décrit au mieux une société nouvelle, dominée «par une servitude démocratique réglée, douce et paisible» comme l'a écrit Alexis de Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique* ou par ce que le linguiste italien, Raffaele Simone, appelle un «Monstre doux». ■

Joël Depommier

Yves Velan, *Soft Goulag*, Ed. Zoé, 2017, 220 p.

«Je ne suis pas votre nègre, je suis un homme»

FIFDH • Au travers du regard du grand écrivain James Baldwin, le réalisateur haïtien Raoul Peck revient de manière saisissante, dans son film «I am not your negro», sur le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis.

La présence à Genève du réalisateur haïtien Raoul Peck constitue un temps fort de la quinzième édition du Festival international du film et forum sur les droits humains (FIFDH). Au travers du regard du grand écrivain américain James Baldwin, le documentaire «Je ne suis pas votre nègre» nous fait revivre de manière saisissante le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis. Une Histoire marquée par les horreurs de la ségrégation et de la violence raciale, qui se rejoue aujourd'hui dans les Etats-Unis en perte de Donald Trump.

Malcolm X et Martin Luther King

Nominé aux Oscars pour le meilleur film documentaire en 2016, *Je ne suis pas votre nègre* est basé sur le manuscrit inachevé de *Remember this house*. Ce texte évoque les souvenirs de l'écrivain avec ses amis Medgar Evers, Malcolm X et Martin Luther King. Symboles de la lutte pour la libération des Noirs, ces trois figures du mouvement des droits civiques incarnaient la soif de justice, l'espoir d'émancipation, le courage et la détermination de millions d'Afro-Américains. Tous les trois furent sauvagement assassinés par des fanatiques blancs au cours des années 1960. Non-violence, résistance passive, protestation violente, lutte armée: les moyens d'action qu'ils prônaient pouvaient diverger. Cependant, ses trois amis se rejoignaient dans leur commune estime pour Baldwin. Quant à l'écrivain, il éprouvait pour eux beaucoup d'affection. Le film évoque avec pudeur l'effroi et la tristesse suscitée par leur tragique disparition.

Romancier, essayiste, auteur de théâtre, James Baldwin est le père d'une œuvre littéraire d'une impressionnante variété et d'une très grande richesse. Un regain d'intérêt pour ses écrits s'observe ces vingt dernières années. En septembre dernier, le président Barack Obama portait le Musée national d'histoire et de culture afro-américaine de Washington sur les fonts baptismaux en empruntant des mots à Baldwin dans son discours.

En se basant presque exclusivement sur des extraits de ses écrits et interventions publiques, le film de Raoul Peck permet d'apprécier la vivacité d'esprit et l'éloquence sans égale de l'écrivain. La



En 1948, écoeuré par les préjugés racistes aux USA, Baldwin a quitté son pays pour s'installer presque définitivement à Paris Allan Warren

voix-off de Samuel L. Jackson confère à la narration la simplicité et l'authenticité recherchées. Les images d'archives de ses conférences et entretiens télévisés alternent tout au long du film avec de belles photographies.

Mettre un terme à quatre cents ans de domination. Rompre avec l'expérience sans cesse répétée de l'humiliation et de l'avilissement. Regarder en face un succès économique construit sur la servitude des champs de coton des Etats du Sud. Les Afro-Américains doivent s'opposer à la violence de la police, à la ségrégation à l'école et dans les transports en commun. Pour être mise en mouvement, leur souffrance doit être articulée collectivement: «On ne peut changer tout ce que l'on affronte, mais on ne change rien tant que l'on ne l'affronte pas», résume Baldwin. Ce dernier scrute avec un scalpel l'arrière-plan politique et social de la haine anti-

noire aux Etats-Unis. Sa langue semble cerner mieux que quiconque «la culture de l'opprimé». Et d'explorer les soubassements psychologiques du sentiment raciste pour en traquer les manifestations les plus intimes.

Peur de la vie et distorsion de la réalité

Baldwin sonde avec une acuité rare les tensions sociales et analyse les ressorts variés de la violence raciste. «Le racisme anti-noir ne repose pas seulement selon Baldwin sur des actes: il plonge ses victimes dans un état émotionnel et cognitif particulier lié à une distorsion de la réalité. Pour l'écrivain, le Noir auquel le Blanc est hostile n'est pas un Noir réel. Il correspond à une partie de sa propre psyché auquel le Blanc assigne notamment la fonction d'incarner l'effroi. Cependant, l'identité collective étasunienne est indissociable selon Baldwin de son identité noire, ce qui confère paradoxalement à sa pensée un certain optimisme», commente le journaliste Nic Ulmi qui modérera samedi 18 mars une table-ronde sur le thème du racisme contemporain dans le cadre de la projection du film *I am not your negro* au FIFDH.

Dance Fool Dance (1931), *Imitation of Life* (1934), *Guess who is coming to dinner* (1967): en introduisant notamment judicieusement de courts extraits tirés de ces films, «Je ne suis pas votre nègre» exemplifie la responsabilité du cinéma étasunien dans la perpétuation de stéréotypes raciaux particulièrement dégradants.

Le Noir incarne tour à tour la menace subversive et la soumission servile dans de très nombreux films. L'industrie hollywoodienne a ancré les préjugés les plus morbides dans l'imaginaire culturel étasunien. L'efficacité à produire de la haine durable à large échelle découle du caractère contradictoire de ces images repoussoirs.

Pauvreté morale et émotionnelle

La caméra de Peck renforce la critique sociale de Baldwin et sa verve ironique mordante. Le réalisateur raille avec l'écrivain la fiction d'une Amérique soucieuse de défendre les valeurs de la démocratie, pourvoyeuse d'amour et de bonheur. Pour ce faire, Peck introduit des images tirées de l'industrie du divertissement et de la pop culture. Pour dénoncer la pauvreté émotionnelle et la vacuité morale insupportable de la société américaine contemporaine, il intercale notamment des images de télé-réalité. Il fait entendre les nombreux discours de politiciens et présidents étasuniens, y compris du sinistre Donald Trump. Ces derniers sont occupés à s'excuser de façon ridicule de ne pas avoir tenu leurs promesses de campagne ou de s'être compromis dans telle ou telle affaire.

Baldwin dénonce la pudibonderie, l'hypocrisie et le scandale qui règnent autour du thème de la sexualité, en particulier lorsqu'elle concerne les couples racialement mixtes. Du fait de leur couleur de peau et à l'inverse d'un Marlon Brando, Sydney Bechet et Harry Belafonte ne sont pas reconnus ouvertement comme des icônes de beauté masculine. Peck ne fait cependant pas de la bisexualité ou de l'homosexualité de Baldwin un thème central de son film. Son propos consiste à explorer la violence des rapports sociaux de race vu au travers de l'engagement de l'écrivain dans le mouvement des droits civiques et à dénoncer la permanence de la violence anti-noire à travers les temps.

L'actualité de la violence raciale et de la ségrégation

Les passages les plus mortifiants du film font s'entrecroiser des scènes connues de violence commises contre les Afro-Américains dans les années 1950 et 1960 (Montgomery, Little Rock, etc) avec des images similaires plus proches de nous temporellement. Rodney King, Aiyana Jones, Trayvon Martin, Eric Garner, Michael Brown, Tamir Rice, Freddie Gray, Sandra Bland, etc: la liste des Noirs américains tués ces vingt dernières années énumérée dans le film, et les circonstances ignobles de leur assassinat, est longue et malheureusement incomplète. ■

Emmanuel Deonna

I Am Not Your Negro, de Raoul Peck est à voir au Festival international du film et forum sur les droits humains (FIFDH) de Genève le vendredi 17 mars à 20h30 et le samedi 18 mars à 14h

Un triste retour par Selma

La réflexion suscitée par le film de Raoul Peck se prolonge intelligemment dans le cadre de plusieurs projections du film «Etats-Unis: le nouvel apartheid» de Romain Icard pour les élèves adolescents des classes genevoises. Lieu emblématique du mouvement pour les droits civiques, la ville de Selma en Alabama est à nouveau scindée en deux, comme l'illustre la répartition des effectifs scolaires entre ses deux grands lycées. D'un côté, Selma High School, un établissement public, qui accueille un millier d'élèves tous afro-américains. De l'autre, la John Tyler Morgan Academy, un lycée privé qui porte le nom d'un des fondateurs du Ku Klux Klan et abrite cinq cents élèves, tous blancs. La caméra suit les élèves, leurs professeurs et leur entourage. Elle éveille la conscience citoyenne en confrontant les spectateurs aux espoirs déçus, aux craintes et au profond sentiment d'abandon qui rongent aujourd'hui Selma, ville symbole du racisme aux Etats-Unis.

«Gabacho» parle toutes les langues du Mexique

ROMAN • À 21 ans, Aura Xilonen est l'auteure d'un premier roman traduit en sept langues. L'histoire d'un jeune migrant mexicain, entre tragédie et comédie.

Elle arbore un sourire radieux, malgré le décalage horaire et les interviews qu'elle enchaîne depuis le matin. Aura Xilonen est un phénomène. Son premier roman est déjà traduit dans sept langues. Une gageure pour les traducteurs qui ont, ensemble, tenté de trouver des équivalents à sa langue si singulière. Ce mélange d'argot ancien et d'expressions littéralement inouïes, glanées un peu partout, fait le charme et la force de *Gabacho*. Un titre intraduisible qui désigne les étrangers, notamment les migrants qui traversent le Rio Grande au péril de leur vie. Liborio, le narrateur, est l'un d'entre eux. Avant de remporter haut la main un concours d'écriture au Mexique, Aura Xilonen a vécu plusieurs vies. À l'âge de 6 ans, elle part en Allemagne avec son frère pour rendre visite à une tante. Ils y resteront deux ans, clandestinement. C'est là qu'elle commence à écrire, sous l'influence de sa tante qui

l'oblige à rédiger mille mots par jour. De retour au Mexique, après le divorce de ses parents, elle est ballottée entre différentes écoles et fait, avec sa mère, des séjours dans le Chiapas où elle découvre l'extrême pauvreté des enfants de son âge. «Là-bas, je me suis rendu compte qu'avec un toit, un lit, de quoi manger et des livres, c'était la gloire!» se souvient-elle. Si sa famille maternelle n'est pas très riche, elle est en revanche très cultivée. «Ma mère était professeure de lettres classiques, un vrai dictionnaire de synonymes et d'antonymes! Je me suis mise à tout noter sur un carnet et quand je me suis aperçue que mes textes faisaient rire mes proches, je me suis dit que j'étais sur la bonne voie», raconte-t-elle. L'argot est un cadeau légué par ses grands-parents, notamment une grand-mère née à Vera Cruz, où l'emploi de mots grossiers est une seconde nature comique. Au lycée et à l'université de Puebla,

Aura Xilonen s'approprie les régionalismes d'étudiants venus des quatre coins du pays. «L'espagnol du Mexique est une langue très libre, qu'on peut agencer et modifier comme on veut, très marquée par les classes sociales», précise la traductrice Julia Chardavoine.

Le héros découvre la lecture et devient champion de boxe

Roman d'apprentissage échevelé, *Gabacho* suit, sur une année, la mue de Liborio: «C'est un petit animal sauvage qui fait l'expérience d'un changement radical. La première partie est très inspirée du monde hispanique, la seconde marque son assimilation à la culture américaine.» Gamin des rues, Liborio découvre la lecture et devient champion de boxe. Le livre, qui s'ouvre et se ferme sur un combat, était à l'origine plus ample. La publication immédiate en a décidé autrement. Aura Xilonen

garde dans un coin de sa tête la suite de l'histoire: «Je voulais que Liborio devienne un grand boxeur et la voix du peuple mexicain aux États-Unis.»

Si elle donne son avis sur l'élection de Donald Trump et ses conséquences catastrophiques pour son pays, elle se défend de faire de la littérature un outil politique: «Tous les auteurs font pousser une petite graine, mais j'ai écrit ce livre pour rire et faire rire... ou pleurer.» Aura Xilonen est toujours étudiante en cinéma à l'université de Puebla. Elle a déjà réalisé deux courts-métrages et remporté un prix du scénario. «J'ai appris à l'école à faire des monuments avec de la terre. Si on sait faire ça, on peut tout faire.» Elle va gravir des montagnes. ■

Sophie Joubert

Gabacho d'Aura Xilonen, traduit de l'espagnol (Mexique) par Julia Chardavoine. éditions Liana Lévi, 368 pages, 22 euros
Paru dans *L'Humanité*.